

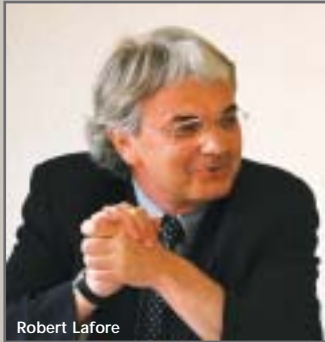
Extension [S]

Recherche Pluridisciplinarité
Methodologie
Internationalisation

avril 2004 - N° 7



EDITORIAL



Robert Lafore

Professionnaliser sans se renier

On n'a sans doute pas suffisamment pris la mesure, dans la mise en place de la nouvelle offre de formation de Sciences Po Bordeaux, de la portée du terme « professionnalisation » désormais associé à notre diplôme. Un rapide retour en arrière peut s'avérer utile à la compréhension de l'évolution engagée et de ses conséquences concrètes dans ce qui doit être, demain, la stratégie de l'Institut.

Pendant cinquante-cinq années, entre 1948 et 2003, Sciences Po Bordeaux a fonctionné comme une structure de formation initiale, délivrant un diplôme d'établissement qui sanctionnait une scolarité de deux ou trois années selon qu'on y était rentré respectivement en « entrée directe » (deuxième année) ou dès la « première année » (longtemps désignée « AP » comme « Année Préparatoire » dans le langage vernaculaire de l'institution). Qu'on le veuille ou non, et de manière encore plus sensible ces vingt dernières années du fait de la tendance structurelle à l'allongement des études, les diplômés de Sciences Po Bordeaux prolongeaient d'une ou deux années leur formation supérieure soit en s'inscrivant au Centre de préparation aux concours administratifs, soit en intégrant une école spécialisée (commerce, journalisme, communication), soit en obtenant un DESS ou DEA pour acquérir une spécialisation leur permettant

Suite en page 2 >>>

DOSSIER

La Section G.E.O. ne perd pas le nord !

La « G.E.O. » à Sciences Po Bordeaux c'est la « Gestion des Entreprises et des Organisations ». Cette dimension de la spécialisation dispensée s'appelait jusqu'à la réforme des études : « Eco-Fi ».



Il s'agit-là d'un aspect souvent trop méconnu de la formation « Sciences Po » alors que les « chasseurs de tête », les « DRH » et autres recruteurs sont « fans » des profils sortis de ce type d'études. Plusieurs exemples en portent témoignage dans le présent numéro d'Extension[S]. Penser la formation « Sciences Po » comme uniquement orientée vers les métiers de la haute fonction

publique, vers les carrières de la recherche ou celles de la communication et délaissant les emplois de la gestion et du management, c'est oublier la place du « Capital Lettres » dans notre société et ignorer que l'expertise économique et financière supposent un bon niveau de culture générale. Non seulement parce que le secteur public ou le tiers-secteurs eux-mêmes changent leurs

modes de gouvernance mais aussi parce que l'adaptabilité des acteurs qui demeure un des atouts maîtres de la formation « Sciences Po », devient l'enjeu majeur du monde entrepreneurial privé. Voyage dans l'univers de la « G.E.O » pour quelques surprises et découvertes au fil des mots : notre dossier pages 4 et 5. ■

□ □ □ Suite en page 4 >>>

Sommaire

Gestion des Entreprises et des Organisations Pages 1/4/5
Interview de Christine Diard Page 4

Pêche en eaux troubles Page 3

La recherche ne sert pas qu'à la recherche Pages 6/7

Rencontres : Dominique de Villepin et Zebda... Page 8

Un fondamentaliste des R.I. Page 9

Critérium inter I.E.P. Page 10/11

et aussi...

CHRONIQUE : Pascal Jan Page 2

TRAJECTOIRE : Le frenchy de Microsoft Page 12

EDITORIAL
SUITE...

de postuler directement à un emploi ou pour s'engager sur le chemin escarpé du doctorat. Dans tous les cas, ce cursus post-diplôme répondait à un objectif : entrer, à plus ou moins court terme, dans la vie active.

Il est de notre responsabilité désormais de faire en sorte que les étudiants, dans le cadre de la formation configurée dans la logique du « master », bénéficient pleinement des conditions matérielles optimales leur permettant de postuler, dès la fin de leur cursus dans nos murs, à un emploi qualifié, en rapport avec leurs études. C'est en ce sens que l'opportunité d'un stage professionnalisant est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour faire de notre formation un tremplin pour le monde du travail.

Condition nécessaire : cela veut dire que le stage doit être pensé, adapté, suivi et concret : l'expérience ainsi acquise, pour peu que la durée du stage soit de trois à six mois constituera un « plus » positivement discriminant à l'embauche. De ce point de vue je considère que l'Institut doit mobiliser un maximum de moyens humains, relationnels et matériels pour aider les enseignants et les étudiants dans leur démarche de recherche de stages.

Condition pas suffisante : c'est qu'il est vain de penser que les recruteurs ne se déterminent qu'en fonction d'un seul critère, fut-il le plus réussi des stages. Ce qui demeure et demeurera encore longtemps un atout-maitre dans les mains des étudiants de Sciences Po Bordeaux c'est le diplôme dont ils pourront se prévaloir, au terme de leurs cinq années d'études. En ce sens il est impératif de conserver, tout au long des cinq années de scolarité, la part d'enseignements fondamentaux, complémentaires à la spécialisation, qui représentent notre « marque de fabrique » et, certainement, le socle de la notoriété du diplôme de Sciences Po Bordeaux. Maintenir les acquis d'une formation reconnue et savoir la rendre plus efficiente par une professionnalisation accrue : tel est l'enjeu. ■

Robert LAFORE

« Primaires » ? ... vous avez dit « primaires » ?

La désignation de John Kerry comme candidat démocrate pour affronter G.W Bush à l'élection présidentielle du 2 novembre prochain fait renaître, en France, l'intérêt pour ce mode de sélection des candidats à la candidature. Que faut-il en penser ?

La campagne pour l'élection du président des Etats-Unis en novembre 2004 a débuté cet hiver avec la procédure des caucus et primaires pour les candidats démocrates. Le premier rendez-vous a eu lieu dans l'Etat de l'Iowa, le 19 janvier. H. Dean, grand favori, n'a pu récolter que 18% des suffrages. Il fut distancé par J. Edwards mais surtout J. F. Kerry qui recueillit 38% des votes. Ce dernier enchaînera au fil des semaines les victoires au point d'obtenir à mi-parcours de ces primaires la majorité des délégués démocrates, lesquels désigneront officiellement leur candidat pour affronter G.W Bush lors de la Convention nationale démocrate qui se tiendra à Boston à la toute fin juillet 2004.

Comment expliquer cette déconfiture du candidat Dean ? En fait, l'ancien gouverneur du Vermont qui se situe à la gauche du parti démocrate s'est imposé progressivement dans le grand public et sur le devant de la scène politique avec sa rhétorique choc contre la guerre en Irak, contre les réductions fiscales de l'administration républicaine et aussi par son impressionnante utilisation d'Internet, récoltant par ce biais des millions de dollars. Simple, un brin provocateur et percutant, Dean « surfait » sur la vague montante TSB (Tout sauf Bush). Mais le style populiste n'a pas convaincu les électeurs démocrates de l'Iowa, comme ceux des autres Etats d'ailleurs, davantage soucieux et désireux d'investir un candidat expérimenté, calme, assumant ses choix parlementaires et qui, pour ces raisons, incarne la possible alternance.

Ce qu'il y a de réconfortant dans ces primaires démocrates c'est l'élimination des candidats radicaux ou qui se comportent d'une manière similaire. Dean a payé, au prix fort, son attitude le soir de sa défaite et son entêtement à critiquer Bush sans rien proposer de crédible comme alternative. De même, la sélection partisane et populaire des candidats est à relever. Mais ces primaires sont avant tout une histoire de dollars. Il est clair que si Dean a concurrencé un temps Kerry, pour-

tant favori en tout début de campagne, c'est essentiellement par le biais de moyens financiers, les seuls qui lui permettaient de communiquer et de susciter l'intérêt des médias : de se faire connaître, à défaut de se faire reconnaître. Il est tout aussi évident que si Kerry a pu se maintenir dans la course malgré des sondages calamiteux avant l'ouverture de la campagne, c'est essentiellement en s'appuyant sur sa fortune personnelle, ou plutôt celle de



sa femme (on n'oublie pas les donateurs, cela va de soi !). Ces primaires démocrates nous donnent donc à réfléchir car, pour parler de manière un peu triviale, il y a à boire et à manger dans la désignation des candidats à la candidature.

Une question mérite toutefois d'être posée, d'autant qu'elle revient de manière récurrente dans le débat politique français. Le modèle des primaires est-il transposable en France ? Est-il souhaitable qu'il le soit ? A la première question la réponse est simple : oui. Rien ne s'oppose à ce qu'une formation politique organise une sélection « populaire » de son candidat à la présidentielle, cette méthode pouvant fort bien s'appliquer à plusieurs groupements politiques qui prônent l'union dès le premier tour. Quant à la seconde réponse, tout dépend évidemment des stratégies des partis politiques. Aujourd'hui, et depuis longtemps déjà, l'idée des primaires est surtout présente dans les partis de la droite parlementaire.

Sous ces réserves, il est possible d'entrer plus avant dans l'analyse. A en

croire certains responsables politiques, comme l'actuel maire de Toulouse, l'organisation de primaires fermées à droite serait une solution respectueuse de la volonté de ses électeurs. De cette façon, la confiance viendrait d'en-bas. L'heureux élu pourrait compter sur le dévouement de ses cadres et de ses troupes qui labourent le terrain. Surtout, s'éloignerait le spectre d'un combat fratricide qui n'a pas laissé que de bons souvenirs en 1995.

Mais des primaires à droite ne présentent réellement un intérêt que si l'ensemble des formations qui appartiennent à l'actuelle majorité parlementaire ou qui disent y appartenir jouent le jeu. En clair, l'UDF de François Bayrou devrait accepter d'entrer dans ce calcul. Autant dire qu'une réponse positive paraît compromise. Les derniers résultats électoraux aux élections régionales et cantonales inciteraient même plutôt le leader de la branche indisciplinée de la majorité à opter pour une candidature dissidente.

Au fond, des primaires en France ont-elles un sens ? Aux Etats-Unis, la structure et le fonctionnement des « partis », de l'Etat, sa dimension et les antagonismes entre le Nord et le Sud justifient certainement l'organisation d'une sélection a priori. En France, il en va complètement différemment. Il n'est pas certain que la restriction de l'offre politique soit une condition de clarté du débat électoral. Elle constituerait, en revanche, un appauvrissement des projets et des programmes proposés aux électeurs et nuirait au débat contradictoire. Et puis, est-on bien assuré que le monolithisme politique est la meilleure recette pour combattre et faire reculer l'extrémisme de droite comme de gauche ? Pas sûr. ■

Pascal JAN

Professeur des Universités
Sciences Po Bordeaux

Quelques sites web pour suivre la campagne américaine :
www.johnkerry.com
www.georgewbush.com
<http://usinfo.state.gov>
 Pascal JAN anime un site Internet consacré aux élections américaines :
<http://www.droitpublic.net/electionsus.htm>

Pêche en eaux troubles

La pêche est une activité dangereuse. Telle sera la conclusion de notre entretien avec Eric de BOUTECHOUX de CHAVANNES, ancien Directeur des Affaires Maritimes de la Réunion, en charge aujourd'hui de la coordination et de l'animation des politiques « mer et littoral des trois DIREN (Direction Régionale de l'Environnement) de Méditerranée.

L'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux ⁽¹⁾ est un grand spécialiste de la police des pêches dans les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF). Un territoire lointain au statut original (lire encadré) qui est la proie de voyous des mers. Cette histoire, digne d'un roman de la collection « SAS », débute en Amérique du Sud. Elle a pour victime expiatoire un poisson inconnu de nos étals, la légine. Ce batracien de grands fonds (entre 300 et 1 500 mètres) peut vivre jusqu'à 50 ans, mesurer 2,20 mètres et peser 100 kg. Sa chair grasse et blanche est particulièrement appréciée des Japonais et des Américains. Son cours élevé (entre 8 et 9 dollars le kg) attire les convoitises depuis si longtemps que la légine a disparu du pourtour sud-américain depuis des années. Les opérateurs de ces basses œuvres ont donc poussé le bouchon plus loin, jusque dans les eaux territoriales françaises. « *Ce ratissage sauvage posait le danger écologique de la survie de l'espèce, la question militaire de la souveraineté de l'Etat français et le problème économique de la spoliation des opérateurs halieutiques français* » résume Eric de Chavannes. D'autant que le profil de ces voyous des mers a complètement changé. Exit les braconniers de Sao Paulo ou de Montevideo et leurs petites embarcations. Place à une organisation structurée, dotée de palangriers ou de chalutiers, dont certains étaient équipés de radars anti-aériens ! La scène se passe effectivement dans des zones tumultueuses sous surveillance militaire, non loin des « Quarantièmes rugissants » et des « Cinquantièmes hurlants ». Jacques Dezeustre, PDG de la Sapmer ⁽²⁾, plante le décor : « *Les conditions sont extrêmes pour mettre son chalut à l'eau ou poser sa palangre*

par force 9 à 10 et des vagues déferlantes de 7 à 8 mètres ». Alertée par les représentants français, la marine française a en effet sorti le grand jeu à partir des années 1996-1997, à une époque où le dispositif législatif s'avérait un peu faible. Heureusement, celui-ci a été modifié par la loi du 18 novembre 1997 qui a aggravé le montant des condamnations maximales pour les navires en situation de pêche illégale. Le fait de pêcher dans la zone sans autorisation ou de ne pas signaler son entrée dans la ZEE (Zone Economique Exclusive) est, depuis cette époque, puni d'une amende de 1 MF (au lieu d'une peine comprise entre 50.000 et 500.000 F auparavant). En outre, cette somme a été augmentée de 500.000 F par tonne pêchée au-delà de 2 tonnes. Cette nouvelle législation française aura été d'ailleurs étonnamment annulée par le Tribunal International du Droit de la Mer de Hambourg, qui reviendra,



en appel, sur cette décision. Son effet dissuasif a été prouvé depuis.

L'appât du gain au lieu de l'appât au grain

« *L'Etat a montré sa capacité à se mobiliser et les arraisonnements de la marine nationale d'une vingtaine de bateaux illicites ont permis d'endiguer cette délinquance organisée* » synthétise Eric de Chavannes. Pour autant, il est illusoire de croire que ces « *gangsters des mers* » désarment totalement, indépendamment des désastres qu'ils causent. La légine joue un rôle important dans le fragile écosystème antarctique en participant au régime alimentaire des cachalots et des éléphants de mer. Son éradication

constituerait une disparition grave. C'est la raison pour laquelle des quotas de captures ont été instaurés, et une réglementation drastique mise en place. On estime au bas mot que la pêche illicite de la légine correspond de 3 à 5 fois au tonnage autorisé, au grand dam du Muséum d'Histoire Naturelle, impliqué scientifiquement dans la protection de l'espèce. L'appât du gain conduit également ces organisations délicieuses à des catastrophes humaines. Le naufrage d'un bateau pirate au large des Iles Kerguelen a ainsi fait 8 morts, sans parler des manœuvres menaçantes à l'encontre des bateaux des armements autorisés. Eric de Chavannes n'est plus en poste dans les TAAF. Mais nous savons que les actions pour sauvegarder la grande pêche dans les Terres Australes se poursuivent sur le plan militaire, législatif et diplomatique. Il serait en effet acquis que certains pays « amis » de la France serviraient de base arrière à l'armement de navires indésirables. Le danger guette. Pendant ce temps-là, sur le continent, des milliers de pêcheurs du dimanche coulent des jours heureux au bord de nos rivières. Ils taquent le goujon dans l'indifférence générale, persuadés que la pêche est une activité paisible. Ils ne connaissent pas leur bonheur... Les goujons non plus, d'ailleurs ! ■

Des eaux sous étroite surveillance

Les Terres Australes et Antarctiques Françaises constituent depuis la loi du 6 août 1955 un territoire d'outre-mer doté de l'autonomie administrative et financière. Il est formé des îles Saint-Paul et Amsterdam, des archipels Crozet et Kerguelen, et de la terre Adélie, au Sud-est de Madagascar. Ce territoire est placé sous l'autorité d'un administrateur supérieur. Celui-ci dirige l'action des services de l'Etat et assure le maintien de l'ordre public. Une grande partie de son budget est consacrée aux charges d'affrètement des deux navires qui assurent l'unique moyen de desserte du Territoire. S'il accueille en permanence 200 personnes environ qui y séjournent de six mois à un an, cette zone ne dispose d'aucune population autochtone. Depuis cette base stratégique, la France exerce sa souveraineté. Celle-ci n'a jamais été contestée par aucun pays dans les Terres australes (Crozet - Kerguelen - Saint-

Paul et Amsterdam) et ces 200 miles nautiques environnants. Il s'agit de Zones Economiques Exclusives (ZEE) qui correspondent à trois fois la superficie de la France, comportant des ressources halieutiques importantes et variées. La saine gestion des activités de pêches autorisées et la lutte contre la pêche illicite constituent ses actions prioritaires. En Antarctique, la souveraineté française sur la Terre Adélie s'exerce dans le contexte du Traité international de Washington de 1959 qui a gelé toutes les revendications territoriales et affirmé la liberté de la recherche scientifique sur tout le continent. Elle doit donc être compatible avec les exigences du Traité qui a été complété en 1991 par le Protocole de Madrid sur la protection de l'environnement et qui fait de ce continent « *une réserve naturelle consacrée à la paix et à la science* ». ■

(1) Eric de BOUTECHOUX de CHAVANNES, diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1978, a passé le concours d'Administrateur des Affaires Maritimes en 1979.

(2) La SAPMER est une société d'armement spécialisée dans l'exploitation des ressources halieutiques dans les mers australes. Quelques sites Internet présentent les "Terres Australes et Antarctiques Françaises", fréquentées chaque année par une soixantaine de touristes français... Dépaysement et retrait du monde garantis... Le plus complet est le site public et officiel : www.taaf.fr

suite de la page 1

Fils de pub

« On n'est jamais mieux servi que par soi-même ». Des étudiants de Sciences Po Bordeaux, conscients du déficit de notoriété de leur section G.E.O., ont décidé de promouvoir leur enseignement à travers une action de promotion ciblée. Benoîte, Julie, Marie, Antoine et Benoît ont élaboré un projet de communication qui valorise les atouts de leur filière. Ils prennent appui sur le témoignage d'anciens élèves pour donner du relief à leur formation, qui n'a plus à rougir de la comparaison avec celle offerte par les Ecoles de Commerce.

« Les thèmes proposés dans les nouveaux parcours de la section Gestion des Entreprises et des Organisations entrent en droite ligne dans le champ des compétences de Sciences Po puisqu'il combine l'approche juridique et politique aux aspects plus économiques et financiers ». La légitimité de leur cursus étant réglée, les auteurs du projet de communication insistent sur « la pluralité des compétences de Sciences Po, carte maitresse à jouer pour rester dans la course à l'emploi ». Après avoir rappelé l'existence d'un stage obligatoire de 6 mois en entreprise dans le cadre de leur formation, nos étudiants résumant le contenu de celle-ci. Ils apprennent tout d'abord le langage technique des experts et des données techniques de la gestion d'entreprise. Ils acquièrent ensuite la confiance indispensable pour pouvoir négocier avec l'autre. Ils maîtrisent enfin les règles de fonctionnement des services d'une entreprise pour être capable de gérer une équipe. « Ce travail de réflexion et de synthèse sur notre enseignement



nous permet de prendre de plus en plus confiance dans notre diplôme » affirment-ils.

La caution des anciens

Nos étudiants se sont appuyés pour leurs travaux sur des enquêtes effectuées auprès d'anciens élèves*. La quintessence de ce travail met en évidence « le caractère dynamique » des générations d'étudiants qui se sont succédé au sein de leur section. Ils citent pour l'exemple la « création d'une Junior Entreprise en 1986 par deux élèves de l'époque ». Benoîte, Julie, Marie, Antoine et Benoît entendent ainsi « valoriser le fait que

même au cours des études apparaissent de vrais managers ». Aujourd'hui encore, certains étudiants de G.E.O. s'impliquent de manière très active dans la vie associative de Sciences Po Bordeaux. « On attend des professionnels de la gestion non seulement des compétences en gestion mais également en droit et, au-delà, des qualités humaines » précisent-ils. « Le gestionnaire n'est plus isolé au sein de l'entreprise, il joue un rôle essentiel d'interface entre les différents acteurs de l'organisation et assure à cette dernière sa cohérence et sa dynamique d'ensemble ». Les témoignages d'anciens étudiants viennent créditer l'idée que l'enseignement de Sciences Po est bien adapté aux exigences modernes des métiers de la gestion. Olivier Ribet⁽¹⁾ avait à l'époque insisté sur le rôle crucial « des contacts divers et variés » obtenus grâce à l'établissement, Julien Rivals avait apprécié « les présentations orales et en équipe, et les études de cas », Anne Aurillon avait retenu « la formation théorique et les très bonnes connaissances acquises en comptabilité de gestion et audit », et Tristan Rouzes avait plébiscité « les acquis de base indispensables pour évoluer rapidement dans l'univers professionnel ».

Entre l'ombre et la lumière

Malgré ce satisfecit, Benoîte, Julie, Marie, Antoine et Benoît n'éluent pas pour autant la question de la concurrence des Ecoles de Commerce. « Avec les nombreux avantages conférés par la réforme de l'enseignement, en particulier un cursus résolument tourné vers les professionnels et le monde de l'entreprise, l'Ecole de Commerce ne confère plus aucune valeur ajoutée à notre formation » rétorquent-ils. Pour ceux

qui en douteraient encore, ils enfoncent le clou. « Les enseignements dispensés au sein de la section G.E.O. sont d'une qualité égale à ceux d'une Ecole de Commerce. L'atout de notre section est de nous offrir une vision globale de l'entreprise, car contrairement aux Ecoles de Commerce où les étudiants se spécialisent dans un seul domaine (achat, marketing, audit...), nous choisissons des dominantes sans pour autant délaisser des matières aussi importantes que la finance ou le droit. Or, ce dernier point renforce deux qualités majeures que l'étudiant G.E.O. développe tout au long de sa formation : l'adaptabilité et la polyvalence ». Deux qualités qui s'ajoutent aux vertus originelles de Sciences Po, connu pour son enseignement de culture générale : ses méthodes de travail et d'organisation et ses exercices de prises de parole en public. Des aptitudes qui semblent correspondre aux attentes de certains managers (lire p. 5). Même si, notoriété oblige, nos étudiants doivent encore vivre un certain nombre d'années dans l'ombre des Ecoles de Commerce, ils peuvent néanmoins espérer se faire d'ici là une place au soleil sur le marché de l'emploi. N'est-ce pas la priorité ? ■

*Source étude interne des élèves ECO-FI en 1995 et réactualisée par la promotion 2000/2001 (1) Lire page 5



Ils ont dit

Nous avons interrogé les auteurs du projet de communication détaillé ci-dessus pour connaître leur motivation principale dans le choix la section G.E.O. Ils nous indiquent également le métier vers lequel ils souhaitent s'orienter...

Julie LABADAN, 22 ans



Motivation : « La double compétence en droit et

en gestion »
Souhait professionnel : « Avocate d'affaire »

Benoîte de SEVELINGES, 22 ans



Motivation : « Apprendre à manager une entreprise dans

son ensemble »
Souhait professionnel : « Conseil en marketing stratégique »

Marine MULLER, 21 ans



Motivation : « Comprendre l'aspect business qui correspond aux règles juridiques »
Souhait

professionnel : « Travailler dans le service juridique d'une grande entreprise »

Antoine VINCENT, 23 ans



Motivation : « Comprendre le fonctionnement d'une entreprise à travers ses aspects économiques, juridiques et financiers »

Souhait professionnel : « Travailler dans une direction financière dans le secteur du tourisme » ■



Inauguration du nouveau bâtiment

Robert Lafore a l'honneur de vous convier à l'inauguration des nouveaux locaux de **SCIENCES PO BORDEAUX** par Monsieur le Président du Conseil Régional d'Aquitaine et Monsieur le Recteur de l'Académie de Bordeaux, Chancelier des Universités

Judi 15 Avril 2004, à 10h30

11, allée Ausone, Domaine Universitaire, 33607 PESSAC-CEDEX

(accès par l'avenue du Dr Schweitzer à Pessac, tourner au rond-point de la Librairie « Mon Livre »)

« Une section qui mérite d'être connue »

Docteur en Sciences de Gestion et agrégée d'Economie et de Gestion, Christine Diard est responsable des parcours de master « Audit et gouvernement d'entreprise » et « Droit et politique générale de l'entreprise » à Sciences Po Bordeaux. Elle nous indique pourquoi la section G.E.O connaît avec la réforme de la scolarité une profonde mutation. Interview.



Christine Diard

EXTENSION[S] : En quoi la réforme de la Scolarité de Sciences Po Bordeaux modifie-t-elle profondément l'enseignement de la section G.E.O ?

Christine DIARD : La réforme de la scolarité change profondément la donne de l'enseignement à Sciences Po. Ceci est particulièrement vrai pour la section qui s'appelait ECO-FI (Economie-Finance), et qui s'intitule désormais G.E.O (Gestion des Organisations

et des Entreprises). Auparavant, nous dispensions un enseignement général avec des fondamentaux, et les étudiants allaient chercher des connaissances techniques dans d'autres établissements. Maintenant, nous assurons une véritable formation professionnelle, qui doit déboucher en fin de 2^e cycle sur un savoir-faire dans les métiers de la gestion. C'est une grosse responsabilité et un challenge important.

EXTENSION[S] : Comment est perçue la section G.E.O, anciennement ECO-FI, au sein de Sciences Po Bordeaux ?

Christine DIARD : Cette section a besoin d'être connue et reconnue. Elle souffre d'un manque de notoriété, pour deux raisons principales. La première, c'est qu'il va falloir un peu de temps pour que les initiés oublient le terme « ECO-FI » et adoptent la terminologie de « G.E.O ». La seconde, c'est que le domaine de la gestion est associé à celui des Ecoles de Commerce et, par extension, à celui du secteur privé. D'ailleurs, certains ont utilisé le terme (grotesque) de « capitalistes » pour désigner nos étudiants en gestion. Cela démontre de leur part une certaine défiance vis-à-vis de l'entreprise et une totale méconnaissance du contenu de notre enseignement. Nous abordons en cours des questions aussi sen-

sibles que « l'éthique », « la gouvernance des organisations non-marchandes » ou « la démarche humaniste au cœur de l'entreprise ». Ces thèmes sont d'actualité et sensibilisent nos étudiants. Une enquête réalisée auprès d'anciens élèves a montré par ailleurs que 25% d'entre eux travaillent aujourd'hui dans le management public.

EXTENSION[S] : Quelles sont les qualités requises pour intégrer la section G.E.O ? Vers quels métiers vos étudiants souhaitent-ils s'orienter ?

Christine DIARD : Il faut éprouver de l'intérêt pour l'entreprise, dans sa dimension économique, politique, et sociale. La section G.E.O requiert un bon niveau en anglais, et un minimum d'aisance avec les chiffres. Nos étudiants doivent également savoir se remettre en cause et faire preuve d'adaptabilité. Sur le plan professionnel, leurs souhaits sont assez hétéroclites, et démontrent que la section offre de nombreuses passerelles. Certains envisagent de travailler dans le Conseil juridique ou Marketing, d'autres se destinent à la Finance ou à l'Audit, un dernier espère obtenir un poste de DRH. Plusieurs étudiants ont également l'intention un jour ou l'autre de créer leur entreprise. La polyvalence de l'enseignement leur autorise tous ces espoirs. ■

Témoignage

« Un profil qui présente des plus values »

Philippe Deramecourt occupe la fonction de Directeur Administratif et Financier chez Elyo Midi Océan depuis 3 ans. Il nous explique pourquoi le profil des étudiants de la section Gestion des Entreprises et des Organisations (G.E.O.) l'intéresse...

« J'ai le sentiment que les étudiants de la section G.E.O de Sciences Po Bordeaux possèdent une acuité, une approche et une culture privilégiées des questions publiques, de nature à satisfaire une entreprise comme la nôtre. Si une part croissante de notre Chiffre d'Affaires s'effectue avec les industriels, un volant très significatif de notre activité concerne toujours le secteur public. Par conséquent, si nous devons recruter, le fait de bénéficier de jeunes collaborateurs disposant d'une sensibilité politique vis-à-vis de ce secteur public présenterait une réelle plus value. Par ailleurs, au travers d'un Grand Oral des « Rencontres Sciences Po Sud-Ouest » auquel j'ai assisté d'une part, et à l'occasion d'une rencontre avec les étudiants de cette section d'autre part, j'ai pu mesurer la pertinence de leurs questions. Ils possèdent selon moi les aptitudes souhaitées pour acquérir sur le terrain l'expérience qui leur manque. La Gestion des Entreprises exige notamment aujourd'hui de savoir appréhender et gérer les risques, et prendre en compte les normes de qualité dans des processus de gestion ». ■



La recherche ne sert pas qu'à la recherche

Les coupes budgétaires auxquelles le gouvernement soumet la recherche publique commencent à susciter une émotion légitime. Le plus souvent, les médias ne mentionnent que les « sciences dures », sans s'inquiéter des sciences sociales. Il importe ici de rappeler la place importante de la recherche dans le fonctionnement et la réputation d'un établissement comme le nôtre et de mesurer les effets qu'auraient sur la qualité de son offre de formation la stagnation ou le déclin des centres de recherche qui fonctionnent en son sein.



Patrick Quantin



Bibliothèque de recherche

Sciences Po Bordeaux est un lieu privilégié de la recherche en sciences sociales. A l'échelle des régions françaises - puisqu'il faut bien tenir Paris hors concours - c'est un site remarquable ; en Aquitaine, c'est un établissement de pointe puisque y sont affectés plus d'une vingtaine de chercheurs répartis dans deux unités mixtes du CNRS et de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Plusieurs dizaines de doctorants participent aux travaux des équipes. Rapporté au nombre d'enseignants-chercheurs permanents qui contribuent également aux activités scientifiques de l'établissement, cet effectif rend compte d'un profil particulier. Le poids de la recherche et des chercheurs a un effet sur le style de la formation qui est offerte.

L'idée que les savoirs ne sont pas figés mais dynamiques et questionnables à tout moment, que les positions par rapport au savoir sont toujours soumises à la critique et au contrôle croisé des pairs constituent autant de traits d'une socialisation originale. Depuis les conférences de méthode du premier cycle jusqu'aux séminaires avancés, les règles du jeu, de ce point de vue, sont les mêmes ; elles contribuent à la formation par la recherche.

La recherche ne sert donc pas qu'à la recherche ; elle irrigue les programmes d'enseignement et influence la pédagogie.

Une tradition de recherche à Sciences Po Bordeaux

Cette option n'est pas nouvelle. Les centres de recherche sont presque contemporains de la naissance de l'Institut. Le plus ancien, le Centre d'Etude d'Afrique noire, a été créé en 1959. Le Centre d'Etude et de Recherche sur la Vie Locale a vu le jour quelques années plus tard. Depuis les années 1960, ces deux « institutions dans l'institution » ont bénéficié de l'appui de la Fondation Nationale des Sciences Politiques pour développer la recherche en région. Les centres de Bordeaux sont ainsi les seuls, avec Grenoble, à accueillir des chercheurs de la FNSP hors de Paris. Par la suite, le CNRS est venu apporter un soutien décisif. De l'extérieur, le rayonnement de ce dispositif est longtemps resté

éclipsé par des filières plus en vue telles que les préparations aux concours administratifs. Plus récemment, de nouveaux équilibres se sont imposés et il est clair que l'établissement dispose désormais d'une notoriété scientifique que ses partenaires ont appris à distinguer des services qu'il rend dans le domaine du recrutement des fonctionnaires. La recherche de niveau international est affaire de spécialistes. Un centre de recherche en sciences sociales ne peut donc pas être performant dans tous les domaines, ni dans toutes les disciplines. Pour être efficace, un centre doit reposer sur une véritable équipe de chercheurs ayant en commun soit des terrains (par exemple, une région du monde), soit une érudition et un savoir-faire propre à une discipline. Pour que ces principes d'équilibre soient respectés, la spécialisation par type de terrains a prévalu depuis l'origine des centres. Le carac-

tère multidisciplinaire de l'Institut où sont enseignées à peu près toutes les sciences sociales interdit la création d'équipes « mono-disciplinaires », comme c'est souvent le cas au sein des départements universitaires. Certes, pour des raisons liées au paysage universitaire local, la science politique occupe une place prépondérante mais celle-ci n'interdit pas, loin s'en faut, l'ouverture à d'autres spécialités. Ainsi, les deux derniers recrutements de chercheurs au CEAN, en janvier 2004, ont-ils été l'occasion d'accueillir des historiens, tandis que deux géographes, déjà titulaires, obtenaient leur rattachement à cette même équipe. La recherche à Sciences Po Bordeaux est liée, dans la durée, à deux domaines de spécialisation qui ont fait sa réputation : le pouvoir local en France et la politique en Afrique subsaharienne. Au fil des années, les problématiques se sont diversi-

fiées et les terrains se sont élargis. Le CERVL a débordé les frontières de l'Hexagone et ses chercheurs enquêtent dans toute l'Europe. De nouvelles thématiques, telles que l'action publique ou la gouvernance territoriale, se sont imposées. De même, au CEAN, dès les années 1980, le pré carré de l'Afrique « francophone » a été complété par l'étude des pays « anglophones » puis « lusophones » du continent. Aujourd'hui, une inflexion est en cours vers les « pays du Sud ».

Ces activités ne fonctionnent pas en circuit fermé. A côté de ces deux piliers constitués par les équipes « historiques », il y a de l'espace pour la création de nouvelles unités lancées sur des projets qui s'autonomisent. C'est le cas pour la « jeune équipe » consacrée aux études canadiennes (CRECQSS) et pour l'équipe associée qui travaille sur les politiques de formation (CRACC). Au-delà, la recherche à l'Institut est connectée à de multiples réseaux qui lui assurent, en passant par les centres ou grâce à l'initiative individuelle, l'ouverture sur l'international et vers les milieux professionnels. Une part appréciable de la recherche produite à Sciences Po Bordeaux est le résultat de collaboration avec des équipes extérieures. Parmi les nombreuses opérations en cours, on peut citer par exemple des dispositifs mis en place dans des espaces tels que la région Aquitaine (projet inter-centres « gouvernement local et gouvernance économique territoriale »), plusieurs régions de l'Europe du Sud-Ouest (Formation Et Développement de l'Expertise des Ressources en Europe du Sud) ou de l'Union européenne (réseau « AEGIS » des laboratoires africanistes et laboratoire européen franco-allemand initié par le CERVL).

Une activité scientifique en constante évolution

Qu'il soit exercé comme activité principale ou en parallèle avec une charge d'enseignement, le métier de chercheur en sciences sociales a fortement évolué au cours de ces dernières années. Finie la tour d'ivoire, si tant est qu'elle ait jamais existé. Les sollicitations se sont multipliées. On attend de celui qui est engagé dans la recherche qu'il participe au débat public, qu'il réponde à des demandes d'expertise pour des administrations, des entreprises ou des organisations internationales. Bien entendu, il enseigne et donne

du temps pour l'encadrement des étudiants en thèse. Il n'est pas simple de répondre simultanément et avec compétence à l'ensemble de ces exigences. Cela suppose en particulier une connaissance sûre et approfondie sur des problèmes immédiats et le plus souvent urgents, ce qui signifie un investissement préalable dans un domaine, longtemps avant que le besoin d'expertise apparaisse. On comprend que la gestion de la recherche par la demande est une politique à courte vue. Si la recherche universitaire n'entretient pas le renouvellement des personnels et des thématiques selon une logique scientifique et dans l'esprit de pro-

Il y a longtemps que les chercheurs n'attendent plus que les financements tombent du ciel.

duire des biens publics, son offre sera rapidement incapable de faire face aux besoins du marché du savoir. Tout le monde reconnaît aujourd'hui, à l'exception des disciples de Hayek, qu'il ne peut y avoir de marché sans institutions. C'est la raison pour laquelle le finance-



ment externe orienté vers la recherche appliquée (celle qui intéresse le client) ne suffit pas à garantir la reproduction de l'appareil de connaissance. Ce dernier ressortit d'une logique spécifique et endogène, celle de la recherche fondamentale qui est élaborée par la communauté des chercheurs.

Dans certaines disciplines, comme la science politique, au niveau national le nombre de spécialistes de grandes régions du monde telles que l'Amérique Latine, le monde arabe ou l'Afrique subsaharienne ne dépasse pas une dizaine de personnes (la majorité de ces dernières se trouvant justement au CEAN). Cette faiblesse des effectifs signifie que certains pays d'Afrique, par exemple, échappent à des études de terrain régulières. Pour ne citer qu'un cas,

aucun chercheur (français ou autre) spécialisé dans l'étude du politique n'a une pratique régulière du terrain au Congo-Kinshasa. Les derniers chercheurs ont abandonné la fréquentation du pays il y a plus de vingt ans et ont terminé leur carrière dans des universités américaines. Sur ce très grand pays, aujourd'hui, les rares données disponibles sont fournies de manière aléatoire (généralement par des ONG) et interprétées, de façon souvent fantaisiste, par la presse des pays du Nord. Les fonds nécessaires aux missions de terrain sans lesquelles le savoir utilisé n'est que de seconde main, la participation aux colloques à l'étranger et l'invitation des collègues sont assurés (environ à hauteur de 80 % dans nos deux laboratoires) par la « chasse aux contrats ». Il en va de même pour une partie de la documentation. Cela suppose que les équipes soient compétitives dans leurs réponses aux appels d'offre qui émanent de la Commission européenne ou de différents bailleurs de fonds tels que les collectivités territoriales ou les grandes fondations. Néanmoins cette substitution connaît ses limites quand les coupes atteignent le noyau dur du dispositif, c'est-à-dire la prise en charge par l'Etat des budgets de fonctionne-

ment et des salaires des chercheurs. C'est pourtant à cette situation qu'est aujourd'hui confrontée la recherche avec la diminution des dotations des équipes et le non renouvellement des postes aussi bien des personnels techniques que des chercheurs.

La recherche à Sciences Po Bordeaux est bien armée pour traverser cette crise. Son poids et sa qualité la mettent pour le moment à l'abri des remous. La défense de son potentiel dépend néanmoins d'une prise de conscience renouvelée et de la valorisation de sa contribution irremplaçable à l'offre de formation de l'établissement. ■

Patrick QUANTIN
Délégué à la recherche
de Sciences Po Bordeaux
Février 2004

PUBLICATIONS



SMOUTS (Marie-Claude), BATTISTELLA (Dario) et VENNESSON (Pascal), Dictionnaire des Relations Internationales, Dalloz, Paris, 2003, 506 p.

Voilà bien un ouvrage qui « tombe à pic » : « Le Dictionnaire des Relations Internationales » de Marie-Claude Smouts, Dario Battistella et Pascal Vennesson. Mot fourre-tout par excellence « l'international » est à la mode. Il suffit pour s'en convaincre d'interroger, très empiriquement, les étudiants d'un Institut d'Etudes Politiques : un sur deux, quand ce n'est pas deux sur trois, répondront invariablement qu'ils « souhaitent travailler à l'international ». « L'international » c'est la garantie du grand, du prestige, de l'aventure... contrairement au « national » qui sent le rance, l'étriqué et le renfermé. Malheureusement n'est pas Ambassadeur de France qui veut : Pierre Savorgnan de Brazza est mort en 1905 et l'humanaire fait dans le salon mondain!

Avec un tel ouvrage on comprend vite que les Relations Internationales sont affaires sérieuses et ne sauraient être confondues avec les sympathiques échanges Erasmus-Socrates. Rédigé par trois des meilleurs spécialistes français de la question, ce dictionnaire est une première en France. Il a le mérite de rassembler les plus récentes contributions, originellement anglo-américaines et de les revisiter dans une lecture critique et pluraliste. L'ouvrage présente 176 « entrées » classées de A comme « Acteur » à W comme « Wilsonisme ». On y rencontre aussi bien les grandes théories (C comme « Choix rationnel » ; D comme « Dépendance - Ecole de la... » et « Dominos - Théorie des... » ; P comme « Post-positivisme » ou encore S comme « Stabilité hégémonique ») ; les catégories pratiques (A comme « Arms control » ; F comme « Frontière » ou bien M comme « Maffias ») et les grandes institutions et organisations internationales (G7 ; G8 ; ONU ; Société des Nations, etc.).

Parcourir le « Dictionnaire des Relations Internationales », s'attarder à découvrir tel ou tel article, s'attaquer à tel ou tel aspect du jeu diplomatique, c'est la garantie de quitter l'amateurisme naïf pour avancer, modestement, dans la compréhension de ce monde dur et complexe où les « chocolats de l'Ambassadeur » ont souvent le goût amer du réalisme et du cynisme les plus froids. Décapant ! ■

J.P.

(*) : On lira, plus loin, dans la rubrique « Plus-value » le portrait de Dario BATTISTELLA, professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux et responsable de « Parcours » en Deuxième cycle.



de Villepin et Zebda Politiquement Vôtre

Les rencontres Sciences Po / Sud Ouest de janvier 2004 nous ont offert deux grands rendez-vous avec la venue de Dominique de Villepin⁽¹⁾, ministre des Affaires Étrangères, et de Zebda, groupe de musique emblématique. Portrait croisé d'hommes médiatiques que tout divise.

Vous souvenez-vous du générique de la célèbre série télévisée *Amicalement Vôtre*? L'astuce du scénario de ce feuilleton au charme suranné consistait à réunir pour la bonne cause deux êtres socialement, culturellement et politiquement opposés, interprétés par Roger Moore et Tony Curtis. Les rencontres Sciences Po / Sud Ouest de janvier 2004 nous ont proposé en l'espace de quinze jours un casting de la même veine. Dominique de Villepin a ouvert le bal, suivi deux semaines plus tard de Tayeb et de Mouss, du groupe Zebda. L'abîme qui sépare ces personnages de la vie publique française est réel. Oui, le ministre des Affaires Étrangères est né avec une particule et a suivi la voie royale qui mène de Sciences Po Paris à l'ENA, et du cabinet d'Alain Juppé à Matignon au Quai d'Orsay en passant par l'Elysée. Oui, les musiciens toulousains sont nés « aux Minimes » où la vie, contrairement à la ville, n'a pas toujours été rose. Oui, ces hommes n'occupent pas les mêmes cases sur l'échiquier politique, de Villepin jouant plutôt avec « les

blancs » et les Chiraquiens, Zebda défendant la cause « des noirs », et celle de la contestation radicale. Tout, du style au physique, sépare ces hommes dont on comprend au premier coup d'œil qu'ils vivent sur la même planète mais dans des mondes différents. Le petit jeu des antagonismes pourrait se poursuivre à l'infini...

La conviction chevillée au corps

Qu'est-ce qui pourrait en revanche rassembler ces êtres si divergents? L'énergie du verbe assurément. Dominique de Villepin a largement fait état de « sa passion pour la poésie », alors que Mouss a exprimé



trouver une solution pour qu'il y ait un peu plus de visages métissés dans cette salle » n'étant pas la moins vive. Ces tribuns sont des hommes de conviction. Le chef de la diplomatie française a exprimé avec clarté ses points de vue : « pas de politique de sécurité sans vision de paix », « la justice est le grand principe des relations internationales » ou « le dialogue, c'est l'exigence absolue de la diplomatie ». Une dernière phrase qui justifie selon lui le rapprochement de la France avec la Libye, et la vraie fausse reconnaissance par le gouvernement de Khadafi de l'attentat contre le DC10 d'UTA. De leur côté, les représentants du grou-

récurrent de leur discours, la discrimination raciale : « C'est un traumatisme d'être ressenti comme un suspect au seul critère de la couleur de ta peau », ou « il faudra bien reconnaître que nos parents ont été traités comme des esclaves »...

Assumer ses contradictions

Pour autant, les musiciens « autodidactes » de Toulouse ont été mis, grâce aux questions des étudiants de Sciences Po, devant leurs propres contradictions, « qu'ils assument ». S'il justifie le fait d'avoir signé son contrat chez Vivendi Universal faute de producteurs indépendants, le groupe reconnaît que « c'est une chance importante d'être entendu ». Ses membres avouent avoir rêvé également « d'accession sociale et d'un niveau de vie meilleur ». Dominique de Villepin a également été mis sur la sellette. Son explication sur la position française en Tchécquie a déclenché les murmures de la salle. En revanche, celle-ci est restée coite quand le ministre a affirmé avec conviction que son ministère n'avait rien à cacher. L'assemblée a enfin approuvé bruyamment la position française sur la guerre en Irak. « On est toujours plus fort quand on assume ses convictions » a précisé le ministre. Une citation qui sied aux invités de janvier des rencontres de Sciences Po, qui ont fait les uns les autres un véritable tabac. Dominique de Villepin, élégant comme Brett Sinclair, et Mouss et Tayeb, goguenards comme Dany Wilde, ont l'art de séduire le public. On suivra maintenant leurs prochaines aventures sur le petit écran. ■



avec force « une envie énorme de prendre la parole ». Dans leur genre, chacun des invités excelle dans l'art de s'exprimer. Le ministre a discuté dix minutes sans respirer sur l'histoire de la diplomatie, alors que Mouss et Tayeb ont multiplié les phrases courtes qui font mouche. Le premier s'amuse avec les métaphores, comparant « la rencontre avec l'âme sœur » avec « la politique européenne commune » car dans les deux cas, il faut accepter les différences de l'autre pour pouvoir s'entendre. Les seconds ont le don des formules chocs. L'apostrophe de Tayeb au public de Sciences Po sur « la nécessité de

pe Zebda sont revenus sur leur engagement politique avec « Les Motivé(s) », essentiellement parce que « la musique ne change pas les choses ». Avec sincérité, ils ont détaillé « une utopie qu'ils ont prise en pleine gueule », et reconnaissent que « la démocratie participative est usante ». Mais le mordant des enfants d'immigrés de deuxième génération revient vite pour fustiger à Toulouse comme ailleurs « le système pervers de subventions des associations par les municipalités », dénonçant ainsi une forme de clientélisme. Les témoins du jour sont à fleur de peau lorsqu'ils abordent l'autre thème

Extrait du Livre d'or : Jean Yoyotte



(1) Nommé ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales le 31 mars 2004.

Un fondamentaliste des relations internationales

Italien de sang, Luxembourgeois de naissance, Français de cœur, Dario Battistella enseigne les Relations Internationales à Sciences Po Bordeaux avec rigueur et audace. Il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes, en France, des questions transnationales.



Dario Battistella

Dario Battistella est né à Luxembourg. Avec un tel patronyme, on s'attendait plutôt à rencontrer un Lombard ou un Toscan. On s'imagine dès lors que l'enfant a été élevé dans l'opulence d'une lignée de banquiers ou d'hommes d'affaires du Grand-Duché. La vérité est tout autre. Le responsable du parcours « Relations Internationales » à Sciences Po Bordeaux vient d'une famille ouvrière italienne. « *Je suis une aberration* » répond Dario Battistella, qui se définit comme un « *modèle de mobilité et d'ascension sociale* ». Son attirance pour la France voisine date de l'adolescence. « *J'ai été marqué à l'école par l'histoire de la Révolution française et fortement influencé par le personnage de Saint-Just* ». La vie l'amène à franchir la frontière, et à prendre la route du Sud. Il termine brillamment ses études secondaires à Toulouse, avant de s'inscrire à Sciences Po Paris, presque par dépit. « *On m'a bien fait comprendre qu'en France, il y avait les grandes écoles d'un côté, les universités de l'autre. Dans l'absolu, j'aurais préféré intégrer une faculté spécialisée dans les Relations Internationales, mais je n'ai pas trouvé de place* ». Le jeune homme découvre donc Paris et ses lumières. Il cohabite avec des étudiants de bonne famille et travaille assidûment jusqu'au jour où, coup de théâtre, il doit quitter la rue des Saint-Pères. Une période que l'on imagine douloureuse. « *J'ai été viré parce que je ne savais pas qu'il fallait cirer les pompes des mandarins locaux. Si je l'avais su, je ne l'aurais pas fait* ». Selon que vous serez puis-

sant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir... Dario s'exile à Amiens, où il prépare sa thèse tout en travaillant pour payer ses études, notamment à Maignon comme traducteur italien. Le futur prof, polyglotte, parle couramment en fait cinq langues. S'en suit un cycle de dix années qui s'achève par l'obtention d'un doctorat puis de l'agrégation de science politique en 1997. Il choisit l'Université Montesquieu - Bordeaux IV comme première affectation et rejoint Sciences Po Bordeaux en 2002.

Un sacerdoce

« *Mon parcours n'a d'autre intérêt que de montrer aux étudiants que ce n'est pas toujours la voie royale qui mène au but. L'enseignement a pris pour moi les allures d'un sacerdoce. C'est une passion, empreinte d'amour et de souffrance* » insiste le professeur de Relations Internationales. Sa vocation pédagogique est limpide comme les eaux de l'Adriatique. « *J'expose à mes*

élèves le panorama des connaissances actuelles et je leur donne les outils qui leur permettent de se faire une image cohérente et personnelle de la situation du monde. Ce faisant, ils peuvent exercer leur esprit critique vis-à-vis du discours ambiant des hommes politiques, des médias et de l'opinion publique ». Des cours de théorie pure et de théorie appliquée, confortés par des données historiques, qui aident à mesurer l'évolution des Relations Internationales dans le temps, marquée par autant de continuités que de ruptures. « *Tout ce que l'on croit être nouveau l'est en fait beaucoup moins. Il faut se méfier des modes* » commente Dario Battistella. Grâce à lui, on apprend ainsi que « *le concept de mondialisation* » date de plus d'un siècle. Une science qui force donc à la modestie, car le monde sera pour l'intéressé « *toujours plus compliqué que ne saurait le prévoir le meilleur des spécialistes* » comme le pensait Lénine. « *Un universitaire sait qu'il ne sait pas* » s'amuse à répéter l'enseignant, citant Descartes : « *qui accroît sa science, accroît*

sa douleur ». Un postulat qui conduit Dario Battistella à revendiquer une approche « non utilitariste » de l'enseignement. « *Le philosophe froid est un oxymore* » poursuit l'agrégé, en faisant référence à Platon qui tenta vainement de conseiller le tyran Denys de Syracuse.

Une approche « exégétique »

Dario Battistella contribue donc à donner à l'enseignement des Relations Internationales la place de choix qu'il mérite. « *Je m'étonne toujours de la prédominance de l'histoire ou du droit dans les universités françaises et, inversement, du manque de considération des Relations Internationales* ». Une exception française qui conduit notre pays à un déficit de spécialistes des questions transnationales, contrairement à l'Angleterre ou l'Allemagne. « *Nous sommes une poignée d'internationalistes* » en France, regrette le professeur bordelais. « *Si votre article doit mettre en exergue une plus value, précisez bien que Bordeaux est le seul Institut d'Études Politiques de province à proposer un parcours spécifique de 2^e cycle de Relations Internationales* ». Et le citoyen du monde d'insister sur la rigueur d'un enseignement qui a les faveurs des étudiants, malgré une approche « exégétique ». Dario Battistella, fidèle aux textes, est là pour exposer l'état de la connaissance dans toute sa diversité. Seuls de rares apartés trahissent parfois les courants d'idées avec lesquels il se sent le plus en affinité. « *La démarche de Sciences Po Bordeaux d'offrir un enseignement rigoureux dans cette discipline est d'autant plus méritoire qu'il suffit aujourd'hui de surfer sur la vague des échanges internationaux pour attirer les étudiants* » conclut Dario Battistella. Son « *Dictionnaire des Relations Internationales* » (lire page 7) vous donnera un bon aperçu de la rhétorique de cette discipline exigeante, dont l'intéressé semble être l'un de ses plus fervents « *fondamentalistes* ». ■

Les jeux sont faits !



Les étudiants des différents Instituts d'Etudes Politiques de France se souviendront longtemps du dimanche 28 mars 2004, date du second tour des élections régionales. Ce jour-là, le pouvoir a tout simplement failli changer de main.

Les premiers résultats d'ensemble, communiqués peu après 20h dans le journal *L'ECRIT*, ont en effet confirmé une volonté nationale de changement. Les établissements Sciences Po de Lille, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Aix-en-Provence, Grenoble, Lyon ou Bordeaux ont contesté la suprématie parisienne à l'occasion du « Critérium inter I.E.P 2004 » ! Les tenants de ce trophée sportif, remis en jeu tous les ans, ont effectivement eu chaud, même s'ils gardent provisoirement le pouvoir jusqu'à la prochaine échéance, fixée en mars 2005 à Rennes. On retiendra de ce week-end sportif de jolis scores, comme les victoires de Bordeaux dans les finales du tournoi de rugby (avec un « Bouclier de Brannus » qui revient en terre d'Ovalie) et de football masculin face à Paris, aux tirs au but (les nerfs des

Bordelais ont été les plus solides !). On se souviendra surtout d'une ambiance festive extraordinaire, dans un décor de kermesse. Un bonheur qui a duré trois jours et dont le mérite revient à l'équipe bordelaise d'organisation (Nathalie Hamelin, présidente de l'Association Sportive, et toute une équipe d'étudiants extrêmement motivés et dévoués) dont les efforts ont été couronnés de succès. De leur côté, les participants garderont de leur week-end bordelais mille souvenirs et de nombreuses images, dont celles-ci. Alors que la flamme olympique des jeux d'Athènes poursuit son périple, celle du Critérium 2004 a brillé de mille feux jusqu'au bout de la nuit dans une dernière soirée de liesse au « Rikiki Palace », le dimanche 28 mars. ■





Remerciements

Remerciements aux nombreux sponsors : Région Aquitaine ; ATAC-Groupe Auchan ; Villes de Bordeaux, Lormont, Pessac, Talence ; La Française des Jeux ; Century21 ; FNAC.com ; Les Pruniaux d'Agen ; Société Générale ; Groupe « Sud Ouest » ; TV7 ; Wit FM ; Le Journal des Grandes Ecoles ; Université Montesquieu - Bordeaux IV ; Eau de source Soria ; Vittavi. ■

Quelques « traces » et autres souvenirs du CRIT'2004 consultables sur Internet (y compris les exemplaires du journal du Crit' : L'ECRIT', au format pdf) : <http://crit2004.sciencespobordeaux.fr/speed.htm>

Olivier Ribet le frenchy de **Microsoft**

Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1987, Olivier Ribet est, à 37 ans, « directeur des communautés » chez Microsoft. Installé à Seattle depuis deux ans et demi, il gère, à l'échelle internationale, la relation du géant de l'informatique avec ses millions de clients.

Olivier Ribet voulait tester le *flying-fish*, un restaurant de poisson dont on disait le plus grand bien dans la petite communauté des Français de Seattle. Et, de fait, le dîner commence « goûteusement » : les gâteaux de crabes, frits et relevés au gingembre, sont excellents. « *les meilleurs que j'ai mangés depuis que je suis ici* » commente, avec un large sourire, ce natif de Villeneuve-sur-Lot, père de trois enfants, dont le C.V mentionne la cuisine comme centre d'intérêt. Juste avant : « *Online business models & actors* » (en anglais dans le texte).

« Acteurs » dont il fait partie depuis la première heure. « *Business modèles* » qu'il a contribué à façonner. Chargé en 1994 de mettre en place l'intranet d'EDF, il est aux premières loges pour assister au développement du web en France : « *J'avoue que je n'ai pas tout de suite réalisé ce qui se passait. Mais quand j'ai enfin compris j'ai aussitôt proposé la création d'un site* ». C'est la première apparition d'une entreprise publique sur la « toile ».

En travaillant sur ce projet Olivier Ribet entrevoit la possibilité d'établir un contact durable avec les clients. « *Je me suis découvert une passion pour cette question chez Bull* », se souvient cet homme pressé, entré dans le groupe informatique français en 1989, deux ans après l'obtention de son diplôme en Section Eco-Fi. « *A Sciences Po, j'ai participé à la création de la Junior entreprise et j'ai été l'un des membres les plus assidus du club informatique lorsqu'il s'est monté. Et quand j'ai commencé à présenter les produits Bull dont j'étais responsable, je me suis rendu compte que mon passé de bidouilleur informatique et ma curiosité pour les entreprises que je démarchais, m'aidaient à faire le lien entre les concepteurs des logiciels et leurs utilisateurs* ».

C'est chez Microsoft et avec toute la puissance de l'Internet que cette capacité va pleinement s'exprimer. Dans la filiale française où il occupe plusieurs responsabilités entre 1996 et 2000 puis aux Etats-Unis à partir de 2001, après une parenthèse de deux ans comme directeur général de Startem une entreprise d'intelligence économique dont il est associé.

Au cœur de Microsoft

A Seattle, sa mission est d'envergure puisqu'il s'agit (rien moins) que de restaurer le dialogue entre les utilisateurs de logiciels - ménagère, patron de PME ou étudiant fondu de technologie - et ceux qui les conçoivent.

Révolution culturelle dont le but est d'enterrer l'image hautaine voire arrogante que traîne le groupe de Bill Gates depuis des années. « *Une réputation qui n'était pas forcément infondée* », reconnaît Olivier Ribet avant de se lancer, intarissable, dans l'explication de son programme : « *J'ai décidé de développer les forums sur l'Internet et de m'appuyer sur les utilisateurs avertis* ». Il existe en effet des passionnés pour chaque produit Microsoft comme il existe des fans de Claude François ou de musique baroque. « *Ils savent par-*



Olivier Ribet

fois mieux utiliser nos logiciels que nous et sont prêts à passer beaucoup de temps pour répondre aux questions de nos clients en difficulté. A nous de les repérer, de nous assurer leurs bonnes intentions, et de faire en sorte que les bonnes questions leur soient adressées. Ça n'a l'air de rien mais c'est incroyablement complexe à organiser sur le plan technique et humain ».

Une entreprise pour laquelle Olivier Ribet peut compter sur des réflexes hérités de son passage à Sciences Po Bordeaux : « *J'y ai croisé des professeurs comme Jean-Marie Péret qui m'ont appris à défendre mes idées avec conviction et méthode, à faire face à n'importe quel type de demande, n'importe quelle contradiction, n'importe quel changement de contexte ou de paramètre. Une rigueur intellectuelle que j'attends des gens avec lesquels je travaille* ».

Pour conduire son équipe de 65 personnes, il lui faut cependant se plier aux spécificités du management à l'américaine. Un exemple : « *Mes collaborateurs ne comprendraient*

pas que nous ne passions pas du temps, tous ensemble, en dehors de nos heures de travail. Je vais donc régulièrement voir des matchs de base-ball et manger des hot dogs avec eux. Malheureusement pour moi, ce sport ne m'intéresse pas du tout et je redoute le printemps, quand la saison commence ».

Un désagrément vite oublié grâce aux charmes nombreux de l'Etat de Washington, au nord-ouest des USA : « *Ce que j'aime ici c'est que ça respire. Entre mer et montagnes, Seattle est située dans un cadre naturel exceptionnel. Un quart d'heure de voiture et l'on se trouve en pleine nature. Le brassage culturel est aussi très vivifiant. Le Canada n'est pas loin, les « Chicanos » commencent à arriver de Californie et la communauté asiatique est très importante. Ici, on est plus près de Shanghai que de Paris. Et c'est là-bas que tout se passe en ce moment* ».

Un « là-bas » où Olivier Ribet se verra bien vivre quelques temps avant l'hypothétique retour dans un sud-ouest cher à son cœur. ■

D. G.



Directeur de la publication : Robert LAFORE
Comité de lecture :

Robert LAFORE, Didier CHABAULT, Jean PETAUX

Coordination : Jean PETAUX

Rédaction en chef :

Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »

Rédacteur : Donatien GARNIER

Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »

Maquette : Thierry PIERS, « Microclimat »

Mise en page : Jean-Thierry DINH

Photos : Laurent WANGERMEZ,

Impression : « Imprimerie Cazabonne », Bordeaux

N°ISSN : 1635-3102



SCIENCES PO BORDEAUX

11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX

Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37

www.sciencespobordeaux.fr

j.petiaux@sciencespobordeaux.fr

« *Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université* ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945,
portant création des Instituts d'Etudes Politiques.